**PARTIE 2**

**Chapitre 2: Des droits ancestraux à découvrir**

* Comment s’est conclu la Guerre de Sept ans (1756-1763)?
* Qu’est-ce qu’une « constitution »?
* Vu sur la carte : qu’y a-t-il de nouveau? D’après la carte, quelle pourrait être l’attitude des Britanniques envers les autochtones?
* Qu’est-ce qu’un « traité »?
* Pourquoi la Proclamation royale est encore si importante aujourd’hui?
* Quelle est la différence entre la Proclamation royale et le traité de Paris?

L’année 1760 marque la victoire en Amérique du Nord de l’Angleterre sur la France. Le roi George III (Angleterre) émet ses directives sur la façon d’administrer les nouvelles colonies. Il utilise un document officiel, la Proclamation royale de 1763. Cet édit du roi et des traités conclus entre les Européens sont souvent rappelés par les autochtones pour soutenir leurs revendications.

La Proclamation royale de 1763 est, en fait, la première constitution du pays. Une constitution, c’est un ensemble de textes fondamentaux qui déterminent la forme du gouvernement d’un pays. Aux yeux des Britanniques, ces peuples avaient une importance primordiale. C’est pourquoi plus du tiers de la Proclamation traite en détail des relations entre eux.

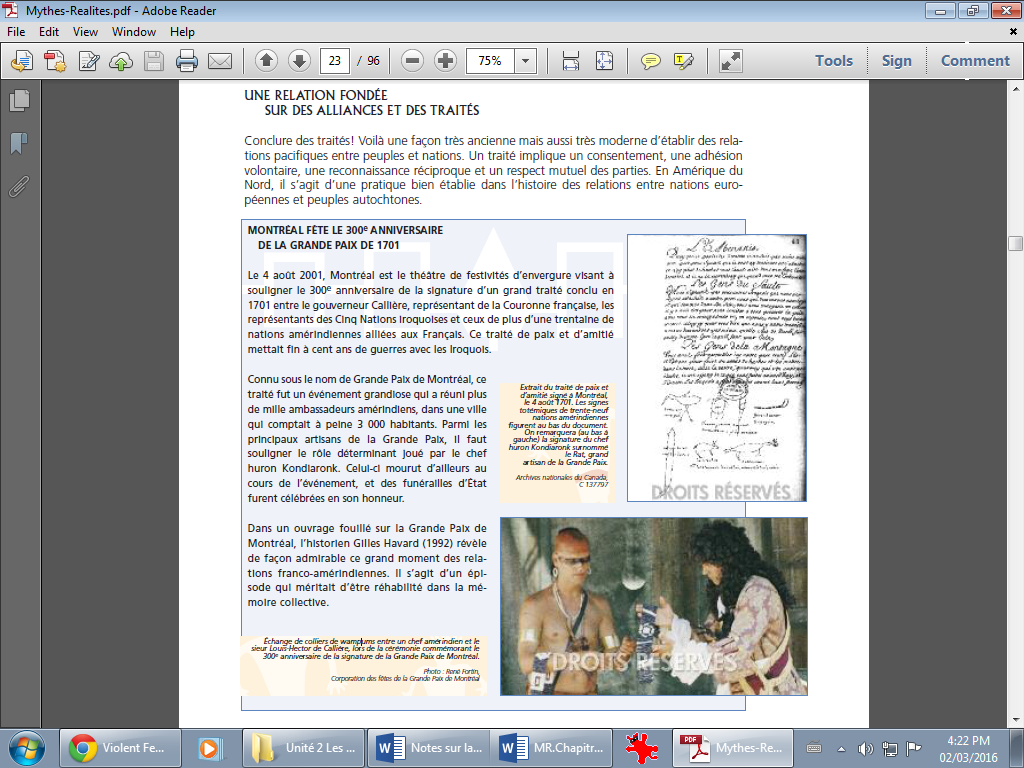
Même si certains aspects de la Proclamation royale de 1763 ne sont plus valides aujourd’hui (la délimitation de la colonie du Québec par exemple), les clauses relatives aux autochtones, elles, n’ont jamais été abolies et seraient toujours applicables.

Son importance est telle qu’on mentionne ce document dans la Charte canadienne des droits et libertés adoptée en 1982, par exemple, parle des « droits et libertés issus de la Proclamation royale de 1763 » et des « droits et libertés issus des traités ». De son côté, la Constitution canadienne de 1982 reconnaît et confirme les « droits existants – ancestraux ou issus de traités – des peuples autochtones du Canada… ». DONT LES INUITS ET MÉTIS VONT ÉVENTUELLEMENT FAIRE PARTIE?

La Proclamation reconnaît avant tout les autochtones comme des sociétés organisées avec qui il faut négocier des traités. Les éléments-clés du document sont les suivants : la reconnaissance d’un statut de « nations et tribus », donc de groupes politiquement distincts; la reconnaissance d’une responsabilité de « protection » de la part de la Couronne; l’établissement d’une procédure de « consentement » par traité lorsqu’il s’agit de coloniser les terres. Après la Confédération canadienne de 1867, plusieurs traités sont créés pour obtenir ce dit « consentement ». La construction du chemin de fer, la venue massive de colons d’est en ouest et le développement de certaines ressources nécessitaient la conclusion de traités.

Les autochtones ne sont pas les seuls à se référer à des documents très anciens pour affirmer leur caractère distinct. Pour les Québécois francophones en particulier, l’Acte de Québec de 1774 est une référence aussi importante dans l’histoire de leurs institutions politiques et juridiques que l’est, pour les autochtones, la Proclamation royale de 1763.

Le traité est une façon très ancienne mais aussi très moderne d’établir des relations pacifiques entre peuples et nations. Un traité implique un consentement, une adhésion volontaire, une reconnaissance réciproque et un respect mutuel des parties.

Un exemple de traité :

Dès les premiers contacts, la pratique des alliances et des traités s’est imposée. Par traité, il faut comprendre des ententes formelles, des accords entre des nations ou des États qui cherchent à concilier leurs intérêts et leurs aspirations. Les traités ont souvent pris la forme d’alliances militaires où les parties s’engageaient à se soutenir mutuellement et à se porter secours. Plusieurs traités visaient l’arrêt des hostilités, de même que la façon d’établir la paix et les relations amicales. Le commerce était aussi au centre des préoccupations.

C’est l’expédition française menée au Canada au printemps de 1603 qui aurait donné lieu à la toute première « alliance inter culturelle » (Girard et Gagné, 1995). Champlain fit alors la rencontre des Montagnais à Tadoussac. Y a-t-il eu alliance, pacte ou véritable traité? Les termes importent peu. Il y a bel et bien eu un engagement mutuel entre les parties. Du côté français, on désirait obtenir l’autorisation de s’établir sur les terres autochtones et organiser le commerce des fourrures pour lequel les Amérindiens constituaient un levier indispensable. Cette autorisation aurait, semble-t-il, été obtenue. En échange, le chef montagnais Anababijou aurait acquis l’assurance de l’appui militaire des Français dans les campagnes menées par sa nation contre ses ennemis, les Iroquois.

Cette façon de se comporter sous le Régime français s’est perpétuée sous le Régime anglais. Les autorités britanniques avaient eux aussi recours depuis longtemps au même procédé. Une tradition de pactes d’amitié s’était développée dans les colonies de Nouvelle-Angleterre et de New York. Juste avant la Conquête, une série de traités de paix et d’amitié furent également conclus par les Britanniques, du côté de ce qui deviendra plus tard les provinces maritimes. Un traité conclu avec les Micmacs de Nouvelle-Écosse, en 1752, renouvelait certaines promesses faites-en 1725 et 1726, et affirmait leur « entière liberté de chasser et de pêcher comme de coutume ». Il y a quelques années à peine, la Cour suprême du Canada confirmait que ce document, si vieux soit-il, était toujours valide. Il s’agit d’un engagement solennel auquel les parties n’ont jamais renoncé.

Le climat d’incertitude créé par la Conquête de 1760 a aussi amené les autorités britanniques à mettre les bouchées doubles dans la conclusion de traités. Un personnage im portant,

William Johnson, sera nommé surin tendant des Affaires indiennes. Il multiplie les conférences et tient des conseils qui aboutiront à de nombreux traités : Swey gatchy (août 1760), Caugh naw aga (septembre 1760), Fort Pitt (septembre 1760), Détroit (décembre 1760), Albany (juin 1761), Niagara (juillet 1761), puis de nouveau à Détroit (aoûtseptembre 1761), Caugh nawaga (juillet 1763). Ces rencontres donnent lieu à une intense activité diplomatique.

Sous le Régime anglais cependant, tel que nous l’avons mentionné précédemment, la *Proclamation royale de 1763* va marquer un point tournant dans la nature des accords conclus. Celle-ci va d’abord confirmer que les autochtones ont un droit incontestable sur les terres. Une reconnaissance noir sur blanc! Toutefois, malgré la générosité apparente du document, les autorités coloniales s’en serviront comme outil de dépossession. Désormais, les traités deviendront le procédé utilisé par la Couronne pour éteindre les titres fonciers des premiers habitants. Cette extinction étant acquise, les territoires pourront alors être ouverts à la colonisation. Et la Couronne se réserve pour elle-même le droit de conclure des traités. Après « les traités de paix et d’amitié », une nouvelle génération de traités prendra forme, les « traités territoriaux ».

**PARTIE 2**

**Chapitre 2: Des droits ancestraux à découvrir**

* Comment s’est conclu la Guerre de Sept ans (1756-1763)?
* Qu’est-ce qu’une « constitution »?
* Vu sur la carte : qu’y a-t-il de nouveau? D’après la carte, quelle pourrait être l’attitude des Britanniques envers les autochtones?
* Qu’est-ce qu’un « traité »?
* Pourquoi la Proclamation royale est encore si importante aujourd’hui?
* Quelle est la différence entre la Proclamation royale et le traité de Paris?

L’année 1760 marque la victoire en Amérique du Nord de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Le roi George III (\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_) émet ses directives sur la façon d’administrer les nouvelles colonies. Il utilise un document officiel, la \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. Cet édit du roi et des traités conclus entre les Européens sont souvent rappelés par les autochtones pour soutenir leurs revendications.

La Proclamation royale de 1763 est, en fait, la première constitution du pays. Une constitution, c’est un ensemble de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ qui déterminent la forme du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ d’un pays. Aux yeux des Britanniques, les peuples autochtones avaient une importance primordiale. C’est pourquoi \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_de la Proclamation traite en détail des relations entre eux.

Même si certains aspects de la Proclamation royale de 1763 ne sont plus valides aujourd’hui (la délimitation de la colonie du Québec par exemple), les clauses relatives aux autochtones, elles, n’ont jamais été abolies et seraient \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.

Son importance est telle qu’on mentionne ce document dans la \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ adoptée en 1982, par exemple, parle des « droits et libertés issus de la Proclamation royale de 1763 » et des « droits et libertés issus des traités ». De son côté, la \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ reconnaît et confirme les « droits existants – ancestraux ou issus de traités – des peuples autochtones du Canada… ».

La Proclamation reconnaît avant tout les autochtones comme des \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ avec qui il faut négocier \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. Les éléments-clés du document sont les suivants : la reconnaissance d’un statut de « \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ », donc de groupes politiquement \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_; la reconnaissance d’une responsabilité de « protection » de la part de la \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_; l’établissement d’une procédure de « consentement » par \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ lorsqu’il s’agit de coloniser les terres. Après la Confédération canadienne en \_\_\_\_\_\_\_, plusieurs traités sont créés pour obtenir ce dit « consentement ». La \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, la venue massive de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ d’est en ouest et le développement de certaines \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ nécessitaient la conclusion de \_\_\_\_\_\_\_\_.

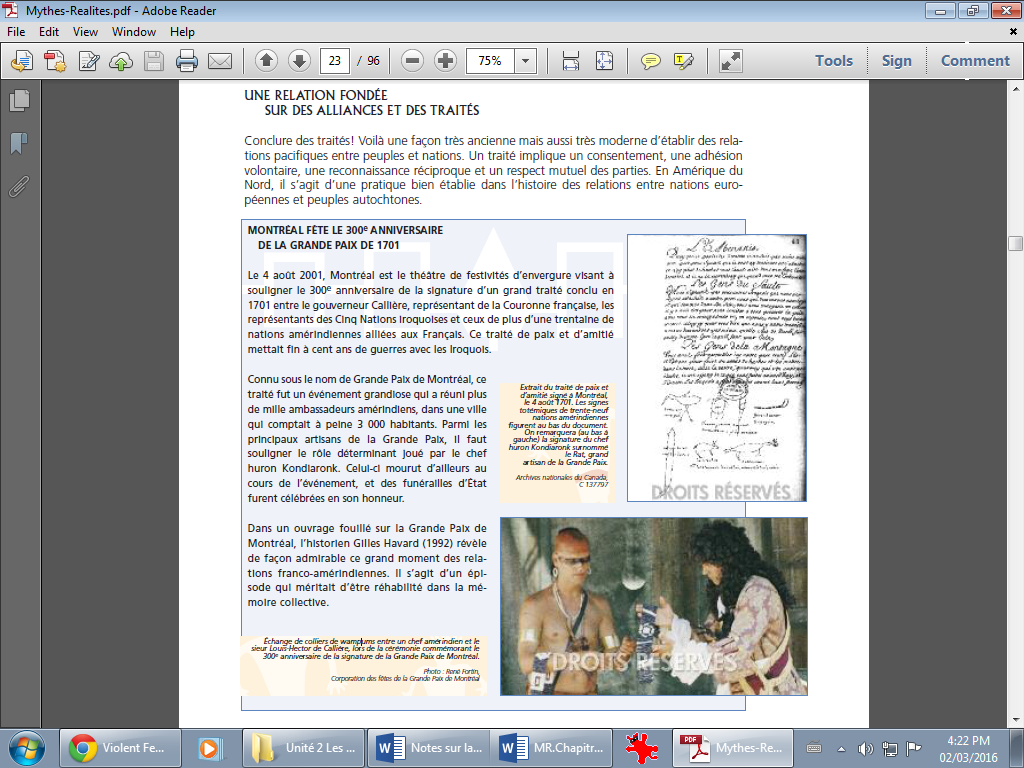
Les autochtones ne sont pas les seuls à se référer à des documents très anciens pour affirmer leur caractère distinct. Pour les Québécois francophones en particulier, \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ de 1774 est une référence aussi importante dans l’histoire de leurs institutions politiques et juridiques que l’est, pour les autochtones, la Proclamation royale de 1763.

Le traité est une façon très ancienne mais aussi très moderne d’établir des \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ entre peuples et nations. Un traité implique un \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, une \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, une \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ et un \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_des parties.

Un exemple de traité :

Dès les premiers contacts, la pratique des alliances et des traités s’est imposée. Par traité, il faut comprendre des \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, des accords entre des nations ou des États qui cherchent à concilier leurs intérêts et leurs aspirations. Les traités ont souvent pris la forme d\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_où les parties s’engageaient à se soutenir mutuellement et à se porter secours. Plusieurs traités visaient \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, de même que la façon d’établir la paix et les relations amicales. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ était aussi au centre des traités.

C’est l’expédition française menée au Canada au printemps de\_\_\_\_\_\_\_\_ qui aurait donné lieu à la toute première « alliance interculturelle » (Girard et Gagné, 1995). \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ fit alors la rencontre des Montagnais à Tadoussac. Y a-t-il eu alliance, pacte ou véritable traité? Les termes importent peu. Il y a bel et bien eu un engagement mutuel entre les parties. Du côté français, on désirait obtenir l’autorisation de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ et organiser le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour lequel les Amérindiens constituaient un levier indispensable. Cette autorisation aurait, semble-t-il, été obtenue. En échange, le chef montagnais Anababijou aurait acquis l’assurance de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ des Français dans les campagnes menées par sa nation contre ses ennemis, les Iroquois.



Cette façon de se comporter sous le Régime français s’est perpétuée sous le Régime anglais. Les autorités britanniques avaient eux aussi recours depuis longtemps au même procédé. Une tradition de pactes d’amitié s’était développée dans les colonies de Nouvelle-Angleterre et de New York. Juste avant la Conquête, une série \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_furent également conclus par les Britanniques, du côté de ce qui deviendra plus tard les \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. Un traité conclu avec les Micmacs de Nouvelle-Écosse, en 1752, renouvelait certaines promesses faites-en 1725 et 1726, et affirmait leur « entière liberté de chasser et de pêcher comme de coutume ». Il y a quelques années à peine, la Cour suprême du Canada confirmait que ce document, si vieux soit-il, était toujours valide. Il s’agit d’un engagement solennel auquel les parties n’ont jamais renoncé.

Le climat d’incertitude créé par la Conquête de 1760 a aussi amené les autorités britanniques à mettre les bouchées doubles dans la conclusion de traités. Un personnage important,

William Johnson, sera nommé surin tendant des Affaires indiennes. Il multiplie les conférences et tient des conseils qui aboutiront à de nombreux traités : Swey gatchy (août 1760), Caugh naw aga (septembre 1760), Fort Pitt (septembre 1760), Détroit (décembre 1760), Albany (juin 1761), Niagara (juillet 1761), puis de nouveau à Détroit (aoûtseptembre 1761), Caugh nawaga (juillet 1763). Ces rencontres donnent lieu à une intense \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.

Sous le Régime anglais cependant, tel que nous l’avons mentionné précédemment, la *Proclamation royale de 1763* va marquer un point tournant dans la nature des accords conclus. Celle-ci va d’abord confirmer que les autochtones ont \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. Une reconnaissance noir sur blanc! Toutefois, malgré la générosité apparente du document, les autorités coloniales s’en serviront comme outil de dépossession. Désormais, les traités deviendront le procédé utilisé par la Couronne pour faire disparaître les \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ des premiers habitants. Cette extinction étant acquise, les territoires pourront alors être ouverts à la colonisation. Et la Couronne se réserve pour elle-même le droit de conclure des traités. Après « les traités de paix et d’amitié », une nouvelle génération de traités prendra forme, les « \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_».

**Activité après les notes**

 Prepare, post, and discuss a map of an imaginary territory that includes a lake and a forest.

 Divide the class into the following three groups: Forest People, Lake Dwellers, and Newcomers.

 Provide the following information for the groups: the Forest People live in the forest area and

have access to wood, but not to water for fishing or travel; the Lake Dwellers live near a large

body of water, which provides them with fish and access to water for travel, but no wood; the

Newcomers, who come from another territory, have brought cattle and agricultural supplies with

them, but nothing else, and need to find a place to live and resources for their survival.

 Have each group work within a time frame to get what it needs by negotiating an agreement to

share the land and resources with the other groups.

 Have the groups record the final agreement and arrange for representatives from each group to

sign it. If the groups do not reach an agreement within the given time frame, discuss the

reasons for this as a class.

 Explain that the process they went through is similar to the process used when the federal

government negotiated treaties with Aboriginal people.

 Elicit the viewpoints of the students in each group about the process they experienced and the

outcome.

Teacher prompts: How would you describe your experience in negotiating the agreement? Why

did you make the decisions you made? How did you feel about the decisions that were

reached? How do you feel about the final agreement? How would you have felt if the treaty your

representative signed was written in a language you did not understand, as was the case with

many of the treaties the federal government made with Aboriginal people? Why? What can

interfere with the negotiation of an agreement that all sides are satisfied with? Are there ways

that groups can approach making agreements so that everyone is satisfied?